

Lettre ouverte de 4 organisations d'opposants à Monsieur François Hollande au sujet de la commission du dialogue annoncée, transmise à l'Elysée en fin de matinée.



ACIPA (Association Citoyenne Intercommunale des Populations concernées par le projet d'Aéroport à Notre Dame des Landes), ADECA (Association de Défense des Exploitants Concernés par le projet d'Aéroport), Cédpa (Collectif d'élu-e-s Doutant de la pertinence de l'aéroport), Confédération Paysanne 44

Monsieur François HOLLANDE
Président de la République Française
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS 8e

Notre Dame des Landes, le 30 novembre 2012

Monsieur le Président de la République,

Comme vous le savez, nous venons de vivre à Notre Dame des Landes une longue, trop longue, période de tension et de violence ; aussi est-ce avec intérêt que nous avons pris acte des deux communiqués du gouvernement, publiés samedi 24 novembre dernier ; le premier signé de vos ministres de l'Agriculture, de l'Environnement et des Transports annonçait qu'il n'y aurait pas de défrichement sur le site de NDL avant au moins six mois et le second, émanant de votre Premier Ministre proposait « dans un souci d'apaisement » la mise en place d'une commission du dialogue.

Nous souhaitons par ce courrier vous préciser dans quelles conditions le dialogue peut vraiment s'instaurer.

Vous comprendrez aisément que cela ne puisse se faire si la présence policière massive que nous connaissons depuis la mi-octobre perdure. La violence est née de l'opération « César », qui a détruit des maisons et mis à la rue de nombreuses personnes, elle s'arrêtera d'elle-même si les forces de l'ordre se retirent et si de nouvelles expulsions ou destructions n'ont pas lieu ; nous pensons aussi indispensable que vous décidiez le gel total de tous les travaux de préparation du chantier, ou de poursuite des sondages et fouilles archéologiques qui ont un effet sur le sol alors même que le dossier au titre de la Loi sur l'eau n'est pas satisfaisant comme le montrent les conclusions de la commission d'enquête qui demande une validation scientifique de la méthode de compensation.

La mission qui sera confiée à cette commission du dialogue doit être évidemment une véritable mission de remise à plat du dossier afin que soient enfin examinés tous les arguments que nous avons avancés depuis des années mais qui n'ont jamais été analysés sérieusement. Il ne nous serait pas possible d'accepter qu'on nous réexplique simplement, comme si nous l'avions mal compris, un dossier que nous connaissons fort bien.

Le choix de la personnalité qui assurera la présidence est bien sûr crucial et ne peut souffrir le moindre doute sur son indépendance et son objectivité. Et il en va de même pour les autres membres de cette commission. Mais la méthode de travail est tout aussi importante. Nous

voulons certes que tous les aspects du dossier, (juridiques, économiques, environnementaux) soient examinés, et que soient analysées les propositions alternatives que nous avons avancées, mais nous demandons de surcroît la plus grande transparence des travaux de manière à ce que l'opinion publique particulièrement sensibilisée depuis ces dernières semaines puisse continuer à suivre le débat. C'est dans un véritable souci de démocratie que, depuis des années, nous avons organisé de nombreuses réunions afin que tous se saisissent des enjeux réels du projet, c'est dans ce même esprit que nous souhaitons que la commission de dialogue travaille avec nous.

Nous tenons enfin, Monsieur le Président, à vous rassurer sur le calendrier. Nantes-Atlantique fonctionne très bien et il n'y a aucune urgence à vouloir hâter le pas comme le souhaitaient visiblement le concessionnaire et certains porteurs du projet. Il nous paraîtrait d'ailleurs normal que le projet de Notre Dame des Landes soit aussi réexaminé dans le cadre de la mise en place du nouveau Schéma National de Mobilité Durable.

Forts des soutiens croissants qui nous parviennent de partout en France et de la détermination des militants présents localement, mais aussi persuadés de la légitimité de nos demandes, nous attendons sereinement votre réponse que nous espérons favorable. Nous restons bien évidemment à votre disposition pour un rendez-vous à l'Élysée, comme nous vous le demandons chaque semaine depuis le 29 août dernier.

Dans cet espoir, nous vous assurons, Monsieur le Président, de toute notre considération,

Les coprésidents de l'ACIPA : Anne Marie Chabod, Dominique Fresneau, Christian Grisollet
Le président de l'ADECA : Sylvain Fresneau
Les présidents du Cédpa : Françoise Verchère, Jean Paul Naud, Isabelle Loirat
Le président de la Confédération Paysanne 44 : Dominique Lebreton